

Madame la Directrice Académique des Services de l'Éducation Nationale,

L'école va mal, les personnels souffrent, elle est proche d'un effondrement, chaque jour les personnels mettent en danger leur santé pour faire fonctionner ce Service Public d'Education afin de pallier les manquements institutionnels. De nombreuses alertes ont été données, mais rien n'y fait, les conditions de travail des élèves et des personnels ne s'améliorent pas avec la mise en place des différentes réformes. La réforme du collège est emblématique de cette maltraitance : le « Choc des savoirs », un concept pour trier socialement et stigmatiser les élèves des milieux populaires. Au travers de cette idéologie de l'entre soi complètement assumé, c'est la rupture totale de la mixité sociale et de l'égalité des chances qui sont programmées. Il n'y a aucune bienveillance dans cette réforme ni pour les élèves ni pour les personnels, bien au contraire elle ne peut que favoriser chez les élèves des situations de stigmatisation, de harcèlement et une perte de la confiance en soi. Les DHG faméliques des collèges entérinent la suppression des dispositifs servant à gérer l'hétérogénéité au collège au profit des groupes de niveau, ce qui détériorera les conditions d'apprentissage des élèves et accentuera le tri social. Pour rappel, **au CSE un vote de 63 voix contre sur 64 des représentants** des enseignants, des enseignants-chercheurs, des autres personnels, des parents d'élève, des lycéens, des étudiants,... Faire des réformes contre l'avis de tous les acteurs du système éducatif, le ministère fait preuve une fois de plus d'une véritable surdité et bafoue le dialogue social. Comment dans ces conditions résoudre la crise dans l'Éducation Nationale ?

La politique du mal être se poursuit inexorablement dans le département avec la suppression de 26 postes d'enseignants et la fermeture de 36 classes dans le 1^{er} degré. Les conséquences de ces décisions auront des impacts plus importants dans le milieu rural en amplifiant la désertification et l'appauvrissement des communes, force est de constater que l'aménagement du territoire n'est pas une priorité avec cette politique d'austérité, le monde rural est abandonné. Le premier degré est à un point de bascule, le triptyque réécriture des programmes / labellisation des manuels / généralisation des évaluations nationales standardisées vient percuter les valeurs et le sens du métier. Ce « système » est perçu comme un renoncement au « toutes et tous capables », un mode imposé qui va également trier les élèves dès le 1^{er} degré, alors que faire réussir l'ensemble de nos élèves est le cœur de notre métier.

Avec la casse entamée du service public de l'école, les généreuses mesures de financement de l'école privée par les collectivités locales et l'Etat enfoncent le clou du tri social. Les indices de positions sociales (IPS) confirment bien que les établissements privés concentrent les élèves avec un statut social élevé. Tout cela est renforcé par ParcoursSup un outil ultra-sélectif des plus efficace pour compenser le manque de place dans l'enseignement supérieur public, cette logique de séparatisme social favorise les établissements privés financièrement onéreux où les effectifs ont augmenté de 63% en dix ans.

Quant aux lycées professionnels, le moins d'école ne fera pas élever le niveau de qualification. L'éphémère ministre de l'Education Nationale a appliqué les méthodes désastreuses de son prédécesseur, l'improvisation. En effet chaque année la réforme du lycée a connu des modifications sans jamais apporter de solutions.

Sans faire de bilan sur les réformes passées, cette boulimie de mesures inspirées du système privé déstabilise l'apprentissage des élèves, le suivi par les parents d'élèves et les personnels de l'Education Nationale, l'organisation et le budget des collectivités. Ces réformes incessantes et inadaptées entraînent inévitablement une perte de sens et génèrent inévitablement de la souffrance au travail pour les acteurs du système éducatif, elles ne permettent ni d'enseigner ni d'apprendre « en confiance et en sécurité ».

Quant à la problématique, de plus en plus prégnante de « l'école inclusive », elle est très mal prise en compte, malgré une vaste communication de simple affichage. Il existe actuellement des situations extrêmement dégradées engendrant mal-être, voire souffrances des élèves et/ou des personnels. Il ne suffit pas que tous les enfants soient en classe ordinaire pour que l'école soit inclusive en laissant sans accompagnement des enfants avec des notifications MDPH, le non-respect de la réglementation, une constance dans le département. Sans formation, sans moyens supplémentaires ni changements structurels réels, il est difficile de réaliser une inclusion de qualité, notamment avec des personnels AESH, méprisés, mal payés et mal formés, la responsabilité des gouvernants est totale.

Comme à la séance précédente, le constat en matière de santé et sécurité est extrêmement préoccupant, les agressions physiques et verbales subies par nos collègues se multiplient : depuis le 30 janvier 2024, 93 signalements RSST ont été émis dont 80 indiquent des agressions verbales, physiques et RPS subis par les personnels. Ces alertes émises par les personnels dénoncent des conditions de travail toujours plus dégradées avec des réponses laconiques, voire une absence de réponse des chefs de service qui ne prennent pas en compte les obligations réglementaires de veiller à la santé et à la sécurité des personnels. À cette violence du quotidien, s'ajoute une grande violence institutionnelle, une situation schizophrénique où les injonctions contradictoires sont incessantes, les changements de programmes permanents dans un contexte d'austérité budgétaire marqué évidemment par le manque de moyens donnés en termes de formation, de concertation, de temps d'appropriation. Comment dans ses conditions fédérées et créées une synergie sur les politiques éducatives ?

Avec son tableau Excel et son rabot budgétaire, la logique comptable du boutiquier est à l'œuvre, sans jamais que l'intérêt des élèves et les conditions d'apprentissage soient la priorité. Une autre politique est possible, mieux former les enseignants, baisser les effectifs dans les classes, travailler à des contenus d'enseignement qui fassent sens pour tous les élèves, engager une politique volontariste de mixité sociale, promouvoir l'égalité des genres dans les filières, mieux accompagner socialement et médicalement les élèves, augmenter les bourses et les fonds sociaux, rénover le bâti scolaire véritable passoire thermique : ce sont ces mesures-là qu'il faudrait développer en priorité, plutôt que d'éjecter les élèves des milieux populaires de l'Education Nationale.

La FSU/CGT éduc'action s'oppose donc à cette politique inégalitaire du tri social, passéiste et conservatrice, bien au contraire elle propose une école publique émancipatrice, gratuite, laïque et inclusive.

La FSU/CGT éduc'action rappelle de nouveau à l'employeur, que les conditions de travail ne doivent pas porter atteinte à l'intégrité physique ni mentale des personnels. C'est pourquoi, Madame la Directrice Académique des Services de l'Éducation Nationale, les représentants de la FSU/CGT éduc'action, vous rappellent à vos obligations réglementaires de protéger la santé des personnels et d'assurer leur sécurité.